



Conseil Economique et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1992/SR.40/Add.1
10 mars 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Quarante-huitième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 40ème SEANCE

(DEUXIEME PARTIE)*

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le lundi 24 février 1992, à 15 heures

Président : M. WALKER (Australie)
puis : M. SOLT (Hongrie)

SOMMAIRE

Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales où qu'elle se produise dans le monde, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants, et notamment :

- a) Question des droits de l'homme à Chypre
- b) Situation des droits de l'homme dans le Koweït occupé

* La première partie du compte rendu analytique de la séance est publiée sous la cote E/CN.4/1992/SR.40.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS, ET NOTAMMENT :

a) QUESTION DES DROITS DE L'HOMME A CHYPRE

b) SITUATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LE KOWEIT OCCUPE (point 12 de l'ordre du jour) (suite)

(E/CN.4/1992/3, 4, 25, 26, 27 et Corr.1, 28 et Add.1, 29, 30/Add.1, 31 à 37, 60 (S/23212), 64, 67, 68 et 72; E/CN.4/1992/CRP.1 et 2; E/CN.4/1992/NGO.2, 5, 10, 13, 19, 24 et 34; E/CN.4/1991/24, 27 à 31, 33 et Add.1, 34 à 36; A/46/446, 529, 542, 544 et Corr.1, 606 et 647)

1. M. de LEON (Association américaine de juristes) déclare que la note à usage interne, datée du 12 décembre 1991 du premier économiste de la Banque mondiale, portée à la connaissance du public, est une incitation à commettre des violations massives des droits de l'homme à l'encontre des peuples du tiers monde. Ce haut fonctionnaire a recommandé l'installation dans les pays en développement d'un plus grand nombre d'industries polluantes et l'envoi dans ces pays d'un plus grand nombre de déchets toxiques - formule parfaite du point de vue de la logique économique, étant donné que les coûts de santé entraînés par la pollution sont plus faibles et que l'espérance de vie est courte dans ces pays. Ce n'était pas une boutade, contrairement à ce que le Président de la Banque mondiale a prétendu : c'était l'expression de la pensée économique de la Banque mondiale. La Commission ne peut rester silencieuse, car la Banque mondiale, en réalité l'instrument des grandes sociétés transnationales, est officiellement une institution spécialisée des Nations Unies.

2. Le Pérou est un exemple de pays où cette pensée économique malthusienne est appliquée; les efforts déployés par le gouvernement pour faire du pays le paradis des investisseurs étrangers ont abouti à un appauvrissement tragique de la majorité de la population et ont obligé l'Etat à renoncer à satisfaire les besoins en matière d'éducation et de santé de la population et à abandonner son rôle dans la protection sociale, laissant ainsi totalement démunis les secteurs les plus vulnérables. Ceux qui travaillent à l'amélioration des conditions de vie, chaque jour plus dures, comme Maria Elena Moyano, sont assassinés par des membres du Sentier lumineux, et ceux qui, au nom de la Constitution et du droit, cherchent à défendre les persécutés, les torturés ou les disparus sont victimes du terrorisme d'Etat. Quelques voix critiques s'élèvent néanmoins, même dans les rangs du pouvoir, comme celle de M. Hernando de Soto, conseiller et représentant du Président de la République du Pérou dans la campagne de lutte contre le trafic de drogue, qui vient de démissionner, expliquant dans une lettre ouverte qu'au sein de l'Etat une cinquième colonne, ayant partie liée avec les trafiquants de drogue, a saboté son action. Le Parlement s'efforce de conserver ses prérogatives face à un pouvoir exécutif qui empiète de plus en plus sur son domaine de compétence. La Commission devrait se saisir de la situation des droits de l'homme au Pérou.

3. L'Association américaine de juristes se félicite des progrès réalisés en El Salvador sur la voie d'une solution pacifique et de l'efficacité de l'action de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL), mais estime que la Commission, organe des droits de l'homme suprême des Nations Unies, devrait rester saisie de la question d'El Salvador et ne pas faire la même erreur que dans le cas du Guatemala en mettant fin au mandat du Rapporteur spécial.

4. Pour ce qui est de la situation au Guatemala, il faut saluer la succession d'un gouvernement civil à un autre, après plus de 30 ans de dictature militaire; toutefois, pendant sa première année de fonction, le président Jorge Serrano Elias n'a pas mis fin à l'impunité ni empêché les violations graves des droits de l'homme malgré les dispositions de la Constitution faisant à l'Etat obligation de garantir et de protéger la vie, l'intégrité, la sécurité et la liberté des individus. Les paysans, pour la plupart autochtones, qui constituent la majorité de la population, vivent sous un contrôle militaire absolu exercé par les patrouilles de défense civile dont la population est contrainte de faire partie. Des milliers de personnes déplacées sont constamment en butte à des persécutions et à des agressions de la part de soldats et de groupes paramilitaires. Tout comme les organisations populaires et les groupes de défense des droits de l'homme, elles sont accusées, même par le Président, d'avoir partie liée avec les insurgés. La situation est décrite clairement dans le rapport de l'expert indépendant, M. Tomuschat (E/CN.4/1992/5).

5. Certains essaient d'évaluer la situation par des statistiques et d'autres avancent que les violations des droits de l'homme résultent du conflit armé interne, qui sera source de violations tant qu'il durera. Des arguments aussi absurdes ne font qu'encourager l'impunité des actes criminels. L'exercice sans réserve des droits et libertés fondamentaux ne souffre aucune condition ou limite. La question ne saurait être considérée exclusivement en termes de droit, puisque la principale cause est l'absence de volonté politique d'attacher l'importance voulue aux violations des droits de l'homme. Certes, des poursuites ont été engagées contre des officiers subalternes, des membres des forces de sécurité et des groupes paramilitaires, mais ils ont été laissés en liberté et aucune action n'a été engagée contre les vrais responsables. Dans bien des cas, des innocents ont été accusés. Même dans l'affaire du massacre de Santiago Atitlan, commis par l'armée en 1990, des poursuites n'ont pas été engagées contre les dirigeants parce qu'on a prétendu que le crime avait été le fait de soldats ivres. Le même argument a été avancé pour le massacre de Peronia en janvier 1992.

6. Si l'on veut qu'une paix durable soit instaurée, il faut faire la lumière sur les horribles crimes commis contre la population du Guatemala. Entre le 1er janvier et le 18 février 1992, 125 exécutions extrajudiciaires individuelles et 17 exécutions extrajudiciaires collectives ont eu lieu, et une personne a disparu après son arrestation. Il ne fait aucun doute que la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Guatemala s'est nettement dégradée ce qui, en vertu de la résolution 1991/51, suffit à autoriser la Commission à se saisir de la question du Guatemala au titre du point 12 de son ordre du jour et à charger un rapporteur de mener une enquête approfondie sur la situation dans ce pays.

7. La Commission devrait également exprimer sa préoccupation face aux violations graves des droits de l'homme commises en Algérie et demander au gouvernement de fait d'instaurer les conditions nécessaires au rétablissement immédiat d'un régime démocratique.
8. Pour ce qui est des Kurdes, la communauté internationale, et tout particulièrement la Commission des droits de l'homme, devrait s'attacher à étudier une solution fondée sur le respect du droit à la vie et à la sécurité et sur la reconnaissance de l'identité du peuple kurde et commencer à négocier sérieusement avec les pays intéressés. Le magistrat chargé de l'instruction dans l'affaire de l'assassinat de Kazem Rajavi, il y a près de deux ans, n'a pas pu à ce jour obtenir des autorités iraniennes, malgré des demandes répétées, la collaboration nécessaire pour élucider le crime. La Commission devrait exorter le Gouvernement iranien à répondre sans délai aux demandes du juge.
9. Si la Commission décide de rester saisie de la situation des droits de l'homme à Cuba, elle doit s'en occuper de façon globale et ne pas laisser de côté les violations des droits économiques et sociaux du peuple cubain imputables au Gouvernement des Etats-Unis, qui impose depuis 30 ans un blocus complet à Cuba. Le Représentant spécial évoque dans son rapport (E/CN.4/1992/27) les graves difficultés ainsi créées. L'embargo est une agression économique évidemment contraire à la Charte des Nations Unies et il prive la population cubaine de produits essentiels à sa santé et à sa subsistance. M. de Leon appelle l'attention à cet égard sur le document E/CN.4/1992/NGO/12 soumis par plusieurs organisations non gouvernementales, dont celle qu'il représente.
10. Pour ce qui est du Koweït, la Commission a examiné les violations des droits de l'homme, y compris des droits économiques et sociaux, découlant de l'agression iraquienne mais s'est désintéressée des violations commises par le Gouvernement koweïtien à l'encontre de son propre peuple et des résidents étrangers au Koweït. Il est intéressant à ce sujet de se reporter aux observations du Rapporteur spécial concernant son mandat, formulées aux paragraphes 7 et 8 de son rapport (E/CN.4/1992/26). Pour son étude des situations, la Commission devrait harmoniser ses critères et examiner de façon approfondie tous les cas, en tenant compte de tous les facteurs internes et externes à l'origine de violations des droits de l'homme, qu'ils soient civils, politiques, économiques et sociaux.
11. M. GRIFFITHS (Action Aid) indique que l'organisation qu'il représente - une organisation de développement opérant dans 19 pays - s'attache avant tout à travailler pour le développement à long terme, et participe également à des actions d'urgence et de redressement. C'est l'expérience d'Action Aid en Somalie et dans d'autres pays qui a conduit M. Griffiths à prendre la parole.
12. Récemment, la portée et la légitimité de l'action humanitaire dans un monde en mutation ont fait l'objet de considérables débats. Des défis inconnus et des possibilités nouvelles se présentent et il est légitime d'éprouver quelque optimisme quant aux chances d'agir promptement et de bonne foi pour améliorer le sort des populations dans le besoin. Action Aid se félicite de la nomination de M. Eliasson comme coordonnateur de l'aide humanitaire et de

la reconnaissance qu'il reste encore beaucoup à faire pour améliorer la capacité de la communauté internationale de répondre aux besoins urgents et aux violations fréquentes du droit le plus essentiel : le droit à la vie.

13. Néanmoins, la position de M. Eliasson est sérieusement compromise par un manque de clairvoyance et de lucidité. On ne sait pas précisément ce qu'il est habilité à faire ou quand il peut envoyer une assistance à ceux en faveur desquels son poste a été créé. Les organismes des Nations Unies, dont il dépend pour ses ressources et ses pouvoirs, ont montré qu'ils pouvaient de temps à autre agir pour sauver les victimes de catastrophes mais, parallèlement, ils n'ont pas réussi à agir assez rapidement pour sauver des vies en partie à cause de failles dans la coordination entre les diverses institutions des Nations Unies, ce que M. Eliasson ne manquera pas d'améliorer. Il se pose toutefois un problème beaucoup plus grave : la nécessité de déterminer le mandat du bureau du coordonnateur, car il est essentiel de définir clairement les circonstances dans lesquelles l'action des organisations humanitaires est requise même quand le gouvernement intéressé ne l'a pas sollicitée ou quand une autorité administrative internationalement reconnue suffisante pour faire la demande fait défaut. La souveraineté n'est pas un principe absolu : elle doit viser l'objectif supérieur consistant à fournir un cadre administratif dans lequel les droits de l'homme peuvent être protégés et se développer. Si elle n'assure pas cette protection, elle ne mérite pas d'être respectée. C'est un moyen et non une fin. Ce sont en premier lieu les citoyens eux-mêmes qui peuvent apprécier si le gouvernement souverain a manqué à son devoir de protéger et de promouvoir leurs droits, mais les Nations Unies ont le droit et le devoir, légalement définis, d'intervenir quand les droits fondamentaux des populations sont violés ou quand la stabilité régionale est menacée. Le nouvel ordre mondial, qui a fait espérer la fin des conflits, donne également matière à préoccupation. Le risque est grand de voir les Nations Unies dominées par un consensus du Nord fouler aux pieds les gouvernements et les peuples du Sud, en avançant peut-être parfois comme justification une inquiétude pour les droits de l'homme. De toute évidence, il est urgent d'énoncer des principes et des procédures clairs pour régir l'action des Nations Unies et d'en fixer les limites.

14. Pour agir dans les cas où le gouvernement souverain ne demande pas l'intervention, il faut que la situation révèle des violations flagrantes et persistantes du droit à la vie et une menace constante et généralisée pour la vie. En pareil cas, les Nations Unies, par l'intermédiaire du Conseil de sécurité, doivent proclamer qu'une telle situation existe bien et qu'une intervention en faveur des personnes dans le besoin est justifiée. L'action doit alors être légitimée par des organisations régionales comme l'Organisation de l'unité africaine ou l'Organisation des Etats américains, qui peuvent donner un coup de frein aux décisions du Conseil de sécurité. Enfin, il faut qu'il y ait un cadre juridique international prévoyant cette action et une possibilité d'appel. La Cour internationale de Justice pourrait jouer ce rôle et protéger les nations et les peuples du risque de tyrannie du Conseil de sécurité. Elle devrait définir les éléments qui constituent une violation des droits de l'homme suffisamment flagrante pour justifier une action humanitaire et défendre et faire appliquer cette définition. Il faut empêcher que le nouveau consensus international ne devienne un vecteur d'hégémonie sans toutefois laisser perdre une occasion de sollicitude fraternelle.

15. En l'absence d'une définition claire des procédures et des principes, la réaction du système des Nations Unies continuera d'être déficiente et les organisations non gouvernementales devront continuer à être la conscience de tous ceux qui veulent agir en dehors du cadre des accords internationaux, en prenant des risques, et souvent, de la façon la plus méritoire.

M. Griffiths prie instamment la Commission et les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies de donner à M. Eliasson un mandat clair, faute de quoi il risque de ne pas pouvoir s'acquitter de sa tâche, qui devient de plus en plus urgente.

16. M. JOHNSON (Union interparlementaire), se référant à la protection des droits de l'homme des parlementaires, rappelle à la Commission les débats qui ont eu lieu lors de la session précédente et appelle l'attention sur le numéro 1/89 du Bulletin des droits de l'homme publié par le Centre pour les droits de l'homme, qui contient une description succincte de la procédure de présentation des plaintes. Il limitera ses observations aux cas nouveaux portés à la connaissance du public par l'Union interparlementaire (UIP) depuis la dernière session de la Commission.

17. Le premier cas est celui de M. Mbele Abang, vice-président de la Chambre des représentants du peuple de Guinée équatoriale, qui aurait été assigné à domicile en novembre 1990, dont le mandat parlementaire aurait été révoqué et qui continuerait à subir des persécutions, notamment des restrictions à sa liberté de déplacement. Les autorités de la Guinée équatoriale ont déclaré qu'une procédure disciplinaire avait été engagée contre lui par son propre parti politique parce qu'il s'était prononcé en faveur de l'instauration d'un régime pluraliste dont l'applicabilité en vertu de la loi sur les partis politiques dépend du degré de développement politique atteint dans le pays. La législation en vigueur donne l'exclusivité au Parti démocratique de Guinée équatoriale. M. Mbele Abang a été exclu du parti et a perdu son siège au Parlement. L'Union interparlementaire a fait valoir qu'il avait été élu au Parlement et qu'il ne pouvait être déchu de ce mandat que dans les conditions et selon les procédures énoncées à l'article 23 du règlement intérieur de la Chambre des représentants du peuple. Aucune disposition du règlement intérieur du parti unique de Guinée équatoriale ne peut être invoquée pour justifier la destitution d'un député représentant ce parti étant donné que l'article 117 de la Constitution stipule que les députés ne sont pas liés par un mandat impératif et que le règlement intérieur d'un parti ne saurait être considéré comme supérieur à la Constitution. Au regard de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, il est inacceptable que le simple fait d'exprimer une opinion politique entraîne la perte d'un mandat parlementaire.

18. M. Sukatno, ancien parlementaire indonésien, a été condamné à mort le 11 mars 1971, à l'issue d'un procès dont l'équité a été contestée, pour avoir participé à la tentative de coup d'Etat de 1965, à des attaques ultérieures contre plusieurs postes de police et à des actions visant à rétablir le Parti communiste indonésien. Pendant ses 23 années de prison, M. Sukatno a systématiquement refusé de solliciter la grâce du Président car la loi prévoit qu'aucun condamné à mort ne peut être exécuté tant qu'une décision présidentielle n'a pas été prise et interdit, par conséquent, l'exécution d'un condamné tant que le recours en grâce n'a pas été rejeté. De nombreux prisonniers se seraient ainsi abstenus de demander la grâce pour

cette raison. L'Union interparlementaire a été informée qu'en 1986 un recours en grâce avait été déposé d'office au nom de M. Sukatno, contre sa volonté, par le Président du tribunal de district de la ville de Djakarta. Le Ministre de la justice a émis un avis défavorable concernant la grâce alors que le Parlement indonésien a émis un avis favorable. L'Union interparlementaire, tout en donnant son appui à la recommandation du Parlement, estime que l'exécution de M. Sukatno, si elle devait avoir lieu, serait arbitraire et représenterait une violation grave des droits de l'homme.

19. M. Mohamed Latheef, membre du Majlis (Assemblée des citoyens) de la République des Maldives depuis le début de 1990, a appelé de ses vœux une plus grande liberté par une réforme constitutionnelle. Depuis le 19 septembre 1990, il aurait fait l'objet de mesures ministérielles restreignant sa liberté. Accusé de tenir des propos critiques et subversifs à l'égard de l'Etat, il a été condamné à six mois d'exil, à partir d'avril 1991, mais a bénéficié par la suite d'une grâce présidentielle et aurait été remis en liberté le 8 octobre 1991. L'Union interparlementaire s'inquiète d'une violation possible de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et demande donc des renseignements détaillés sur les faits avancés à l'appui des accusations portées contre M. Latheef, ainsi que sur la façon dont le procès s'est déroulé, de façon à déterminer si l'inculpé a bénéficié de toutes les garanties de la défense généralement reconnues. De plus, M. Latheef a été interdit de se présenter aux élections pendant les huit années à venir.

20. Les cas les plus graves de violation des droits de l'homme de parlementaires portés à l'attention de la Commission de l'UIP ces dernières années sont ceux d'environ 65 membres élus de l'Assemblée du peuple du Myanmar. Tous sont membres de la Ligue nationale pour la démocratie et, à l'exception d'un seul, ont été condamnés à de longues peines d'emprisonnement à l'issue de procès sommaires, ou sont détenus sans avoir été inculpés. L'un d'entre eux, M. Tin Maung Win, est mort en prison le 18 janvier 1991. La Ligue nationale pour la démocratie a obtenu 392 sièges sur 485 à l'Assemblée du peuple lors des élections législatives du 27 mai 1990, mais l'Assemblée n'a jamais été convoquée. L'Union interparlementaire a souligné que cela montrait que les autorités du Myanmar cherchaient à se soustraire aux résultats des élections, en contravention de l'article 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

21. Le 10 juillet 1991, les autorités du Myanmar ont pris le décret No 4/91, définissant les délits en matière d'ordre public et d'atteintes à la morale et ont promulgué la loi No 10/91 portant modification de la loi électorale avec effet rétroactif au 31 mai 1989. La Commission de l'UIP a objecté que ces modifications avec effet rétroactif, qui entraîneraient l'exclusion de plusieurs parlementaires élus le 27 mai 1990, étaient contraires à l'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

22. Dans une résolution adoptée à l'unanimité le 12 octobre 1991 par les représentants de près de 100 parlements nationaux, l'Union interparlementaire a instamment prié les autorités du Myanmar de fournir des renseignements détaillés sur la situation de chacun des membres élus de l'Assemblée du peuple et d'autoriser une mission d'enquête de l'UIP à s'entretenir avec les détenus et avec leurs avocats. Par une lettre datée du 8 janvier 1992, les autorités

du Myanmar ont répondu qu'elles n'étaient pas en mesure de satisfaire à cette requête, donnant comme motif leur coopération avec la Commission. On ne saurait invoquer la coopération avec l'ONU pour ne pas répondre au souci de la communauté interparlementaire face au non-respect de la volonté du peuple du Myanmar, exprimée par des élections libres et justes, et face au sort d'un grand nombre de parlementaires. L'UIP continue de penser que l'envoi d'une mission est le meilleur moyen d'obtenir des renseignements objectifs et précis et prie instamment les autorités de revenir sur leur décision.

23. Dans l'histoire, les atrocités ont souvent conduit la communauté internationale à intervenir. Un bon exemple est l'adoption de la Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide, qui a suivi les horreurs de la seconde guerre mondiale. Plusieurs conflits récents concernant des groupes nationaux, ethniques, raciaux, religieux ou culturels ont attiré une fois encore l'attention de la communauté mondiale sur le crime de génocide, et l'Union interparlementaire a donc décidé de débattre de cette question à sa dernière conférence, au titre du point intitulé "Mise au point de mesures destinées à prévenir et à intervenir pour mettre fin aux génocides par la coopération internationale dans le cadre d'organisations internationales compétentes, telles que les Nations Unies". Ce titre reflète, premièrement, la nécessité évidente de prendre de nouvelles mesures pour empêcher le génocide et intervenir quand il est perpétré, deuxièmement, le fait que seule une action multilatérale doit être envisagée de façon que les Etats ne puissent prendre prétexte de la nécessité de recourir à la force armée à des fins humanitaires pour commettre une intervention illégitime attentatoire à l'intégrité territoriale ou à l'indépendance politique des Etats et, enfin, le fait que l'Organisation des Nations Unies est le mieux placée pour agir au nom de la communauté internationale dans ces circonstances. A la suite d'un débat prolongé, les représentants de 95 parlements nationaux ont adopté à l'unanimité une résolution générale sur la question (E/CN.4/1992/NGO/35), contenant un grand nombre de recommandations d'action précise. Il est ainsi notamment demandé à la Commission des droits de l'homme de nommer un rapporteur spécial sur le génocide chargé de faire annuellement rapport sur les progrès réalisés dans la prévention et la répression du crime de génocide. Il faut espérer que la communauté mondiale pourra ainsi s'occuper de cas spécifiques de génocide ou de situations qui peuvent dégénérer en génocide.

24. Mme PARKER (International Educational Development Inc. - IED) dit qu'au printemps de 1992 l'IED et l'organisme qui s'y rattache, le Humanitarian Law Project, ont réalisé une mission en Turquie en vue d'enquêter sur la situation du peuple kurde dans ce pays. L'IED a établi un rapport dans lequel elle conclut en premier lieu que depuis 1985, le Parti des ouvriers kurdes (PKK) et son Armée de libération nationale (ARGK) opèrent sous un commandement organisé, se sont lancés dans un conflit durable et concerté avec l'armée turque, contrôlent une part notable du territoire et sont en mesure de respecter les obligations en vertu des Conventions de Genève et du droit humanitaire coutumier. L'armée turque et l'ARGK sont tenues de se conformer aux règles de la guerre civile en vertu du droit international coutumier et les autres Etats doivent également respecter leur obligation de ne pas intervenir dans le conflit.

25. En deuxième lieu, l'armée turque aussi bien que l'ARGK enfreignent le droit humanitaire. Les informations provenant de membres du Parlement turc et d'autres sources indiquent que les combattants de l'opposition faits prisonniers sortent rarement vivants de captivité. La pratique de la torture sur des personnes soupçonnées de sympathie pour le PKK est courante et l'armée turque s'en prend périodiquement aux populations civiles dans le cadre de sa stratégie de guerre. Le personnel médical et le clergé ne bénéficient d'aucune protection. De plus, il est difficile d'évaluer les activités de l'ARGK. L'IED prie instamment la Commission de condamner la Turquie pour ses violations des droits de l'homme et d'engager les deux parties au conflit à respecter le droit humanitaire. Les rapporteurs et groupes de travail de la Commission compétents en la matière doivent accorder une attention particulière au sort du peuple kurde en Turquie. Mme Parker engage également la Commission à examiner la situation des Kurdes partout dans le monde, de façon équilibrée et équitable.

26. L'IED s'intéresse depuis plusieurs années au conflit armé qui oppose les forces gouvernementales de Sri Lanka et les Tigres libérateurs de l'Eelam Tamoul (LTTE), principale cause des violations graves des droits de l'homme commises dans ce pays. Le gouvernement, peut-être encouragé par la passivité internationale, continue de livrer une guerre sans merci non seulement contre les Tigres tamouls mais aussi contre la population civile tamoule. La Commission n'a rien fait en ce qui concerne la situation à Sri Lanka depuis 1987, année où les atrocités contre la population tamoule ont commencé à se multiplier de façon tragique. Le peuple tamoul pourrait être fondé à demander l'autodétermination au regard de l'histoire et du refus persistant de la majorité cinghalaise de tenir compte de leurs aspirations et de leurs objectifs. Depuis 1987, le Gouvernement sri-lankais se déchaîne non seulement contre les Tamouls mais aussi contre les opposants cinghalais dans le sud du pays. D'après le rapport du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires (E/CN.4/1992/18/Add.1), 2 879 cas de disparition ont été signalés en 1989 et 1 576 en 1990 contre 136 en 1987. La Commission devrait engager le gouvernement et les Tigres libérateurs de l'Eelam Tamoul à accepter une médiation internationale en vue de régler le conflit armé, dans le respect des droits de l'homme et de l'autodétermination, et devrait aussi charger un rapporteur d'enquêter sur l'ensemble de la situation des droits de l'homme à Sri Lanka.

27. La situation des droits de l'homme au Myanmar est si consternante que même l'action la plus énergique serait nettement insuffisante. Il faut espérer que la Commission entendra les appels d'un grand nombre d'organisations non gouvernementales et agira plus résolument. Le cas de Aung San Suu Kye, que l'IED a porté à l'attention du Groupe de travail sur la détention, n'est qu'un exemple parmi des milliers. La communauté internationale, et tout particulièrement la Commission, doit prendre des mesures efficaces pour obtenir que les députés élus par la voie démocratique occupent les sièges qui leur reviennent et que, tant que cela ne se fera pas, aucune relation normale ne soit établie avec le Myanmar. La Commission ne doit pas oublier la situation spéciale des minorités ethniques, en particulier des Karens, en lutte contre les gouvernements qui se succèdent depuis de nombreuses années. On ne saurait évaluer la situation du Myanmar sans tenir compte des règles du droit humanitaire coutumier et tout processus de négociation et de règlement de la crise politique et de la crise des droits de l'homme doit respecter les aspirations légitimes du peuple karen.

28. L'IED demeure préoccupée par les chiffres officiels des condamnations à mort et des exécutions en Chine et par la persistance de la répression à l'égard des groupes religieux et des minorités ethniques dans ce pays. En outre, la persistance de l'occupation du Tibet par la Chine et ses conséquences sont l'unique cause de la tragédie dans ce pays.

29. Malgré les résolutions de l'ONU et en dépit des espoirs suscités par l'Accord de Simla de 1972, un règlement définitif de la question du Jammu-et-Cachemire n'est toujours pas en vue. La Commission devrait agir rapidement afin d'empêcher que la crise des droits de l'homme ne s'aggrave dans ce pays.

30. Aux Etats-Unis d'Amérique, il y a au moins cinq fois plus de prisonniers politiques (dont Leonard Peltier, Geronimo Pratt et des nationalistes portoricains) qu'il n'y en a à Cuba. De plus, les mauvais traitements subis par les détenus de couleur, le déni du droit à la liberté de religion des peuples indiens et l'application de la peine capitale à des individus qui étaient mineurs au moment du crime ou arriérés mentaux sont autant de violations des droits de l'homme attestées. De surcroît, la politique des Etats-Unis à l'égard des réfugiés haïtiens appelle une action de la Commission. Pour ce qui est du Guatemala, un représentant des Etats-Unis a dit que le faible nombre de prisonniers politiques s'expliquait par le fait que le gouvernement liquidait purement et simplement les prisonniers et que l'absence de fiches dentaires dans le cas des Indiens empêchait l'identification des corps.

31. Pour toutes ces raisons, l'IED estime que, si les critères retenus pour que la Commission se saisisse de situations au titre du point 12 de l'ordre du jour sont appliqués uniformément, le Guatemala et peut-être les Etats-Unis, plutôt que Cuba, devraient être examinés. Elle pense que l'étude de ces situations devrait être confiée à un rapporteur spécial au titre du point 12 et que Cuba devrait, soit être rayée de la liste soit passer dans la catégorie des pays qui bénéficient des services consultatifs.

32. Mme SMITH (Conseil des points cardinaux) déclare que, 500 ans après Christophe Colomb, les peuples autochtones d'Amérique continuent de lutter quotidiennement contre les violations des droits de l'homme perpétrées par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

33. En Arizona, le peuple dineh (les Navajos) - auquel Mme Smith appartient - résiste, avec leurs voisins les Hopis, aux pressions incessantes dictées par l'avidité qui sont exercées sur eux pour les contraindre à abandonner leurs terres ancestrales nourricières, en infraction constante et flagrante du traité signé il y a 130 ans avec le Gouvernement des Etats-Unis. Les Indiens ne cessent de subir des épreuves dans leur vie quotidienne : leur bétail est confisqué et vendu sans que les propriétaires soient indemnisés; le Bureau des affaires indiennes, organe du Gouvernement des Etats-Unis, fait dresser des clôtures pour empêcher les animaux de pâturer, détourner des cours d'eau et boucher des puits. Des sanctuaires et des lieux d'ensevelissement sacrés sont démantelés ou détruits; la liberté de culte des Indiens est bafouée par les descendants des colons colporteurs de la Bible qui ont occupé leurs territoires alors qu'eux-mêmes fuyaient la persécution en Europe.

34. Les Navajos et les Hopis ne sont pas les seuls à souffrir. Plus au sud, les Apaches - qui, il y a longtemps, ont eux-mêmes donné un nom à toutes les étoiles - essaient de sauver leur montagne sacrée, accaparée pour la construction d'un complexe d'astrophysique qui sera chargé de donner un nom aux étoiles. Au nord, les enfants des Sioux Lakotas adoptés à l'extérieur de la tribu se voient priver de leur héritage en vertu de la loi 96-274 et les générations futures sont menacées.

35. Tous les jours, Mme Smith adresse une prière au Créateur, comme ses grands parents le faisaient, et demande que la paix règne dans sa patrie pour les enfants de ses enfants. Elle remercie les membres de la Commission d'avoir écouté son appel.

36. M. Solt (Hongrie) reprend la présidence.

37. M. PREJEAN (Conseil international des traités indiens) évoque les efforts déployés par le Conseil pour contrer l'invention ridicule, vieille de 500 ans, de la "découverte" de territoires occupés par des populations autochtones depuis la nuit des temps, et pour appeler l'attention sur les iniquités qui ont succédé à cette tromperie première, notamment sur le non-respect par le Gouvernement des Etats-Unis de plus de 800 traités conclus avec les peuples autochtones d'Amérique, dont cinq avec le Royaume hawaïen. Non seulement ces peuples ont été dépouillés de leurs territoires, de leurs ressources et de leurs richesses, mais encore ils ont dû assister au viol de leur patrie par les essais nucléaires - plus de 700 essais nucléaires sur les terres ancestrales des Shoshones de l'Ouest dans le Nevada - au déversement de déchets toxiques et à la destruction d'armes chimiques.

38. En 1993, le Royaume hawaïen commémorera un siècle de déshonneur, d'infamie et d'abus de confiance de la part des autorités coloniales américaines et de leur prétendu système de justice. En réalité, le gouvernement fantoche de l'Etat hawaïen a été mis en place en 1959 en violation de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies. Etant donné que cette année 1993 sera également l'Année internationale des populations autochtones, le Conseil international des traités indiens espère que le Rapporteur spécial de la Commission sur les populations autochtones sera en mesure de participer aux manifestations prévues pour cette Année et que l'Organisation des Nations Unies leur apportera tout leur appui.

39. Le Conseil international des traités indiens est aussi très inquiet du sort d'autres peuples, comme les Hopis de Big Mountain en Arizona, dont plus de 7 000 ont été contraints de quitter leurs terres et ont été réinstallés de force; de la population des Chicanos qui, avec 16 millions d'habitants, constitue le plus grand groupe autochtone des Etats-Unis, des Gwich'in et autres peuples autochtones d'Alaska, ainsi que des Kunas et autres peuples du Panama, et des populations autochtones d'El Salvador et du Guatemala (où il est particulièrement urgent que des rapporteurs spéciaux mènent des enquêtes au titre du point 12 de l'ordre du jour), au Sahara occidental et au Timor oriental, où de graves incidents ont lieu, qui s'inscrivent dans le cadre d'une politique de violence sanctionnée par les autorités. Enfin, le Conseil international des traités indiens souhaite appeler tout particulièrement l'attention sur les souffrances des Tamouls de Sri Lanka,

dont le gouvernement a reconnu le massacre de près de 200 citoyens tamouls en juin 1991. Les interdictions énoncées dans le Règlement d'urgence No 1 représentent de toute évidence des violations graves du droit humanitaire.

40. M. EYA-NCHAMA (Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races et les peuples), citant l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme dit que, si la communauté internationale ne réagit pas fermement et d'urgence, les préjudices causés par les atteintes passées et actuelles à la liberté de pensée, de conscience et de religion se perpétueront à l'avenir.

41. M. Eya-Nchama fait remonter ces violations au Tribunal de l'Inquisition établi au XIII^e siècle par le pape Grégoire IX, à la répression de l'hérésie dans toute la chrétienté au XVI^e siècle et à tous les siècles ultérieurs d'oppression et de lutte politico-religieuse. Aujourd'hui, la tradition obscurantiste du totalitarisme de l'Inquisition se retrouve dans les enseignements religieux d'individus comme Mgr Lefebvre, dans les politiques xénophobes et racistes de l'extrême-droite en Europe et dans les aberrations d'organisations comme le Ku Klux Klan aux Etats-Unis, tandis que les soulèvements dans certaines régions de l'Europe centrale et de l'Europe orientale conduisent notamment les Etats à renoncer à leur devoir de neutralité en matière de religion ou de croyance. M. Eya-Nchama attire l'attention tout particulièrement sur ce qu'il appelle l'"Inquisition islamique" implantée en Arabie saoudite, en Iran et au Soudan. En ce qui concerne l'Iran, le Rapporteur spécial de la Commission a tiré des conclusions et fait des recommandations auxquelles on ne peut manquer de souscrire. La population d'Arabie saoudite, pays qui semble jouir d'une singulière immunité à la Commission, est victime d'une oppression politique et religieuse exercée par la dynastie régnante, qui interdit les plaisirs les plus simples et va même jusqu'à refuser aux femmes le droit de conduire des automobiles en invoquant les enseignements de Mahomet, alors que, du temps du Prophète, les voitures n'existaient pas. Et, tandis que les descendants de la monarchie se livrent à l'étranger à des amusements tout à fait antimusulmans, les mosquées financées par l'Arabie saoudite se multiplient dans le monde entier; y a-t-il, toutefois, des lieux de culte non islamiques en Arabie saoudite? Pour ce qui est du Soudan, le Président de la Cour suprême a quelques jours plus tôt déclaré à la Commission que l'islam était un système de gouvernement tout autant qu'une religion et a évoqué l'application par les tribunaux de la loi du talion; la présomption d'innocence ne semble pas exister. Les dirigeants soudanais, non contents d'opprimer leur propre peuple, cherchent à exporter l'"Inquisition islamique" vers tous les pays membres de l'Organisation de l'unité africaine et envoient à l'étranger les ressources financières qui font cruellement défaut pour le développement du pays, pour appuyer des mouvements extrémistes qui visent à semer la haine et la déstabilisation.

42. Au cours des 30 dernières années, le Tchad a connu des violations systématiques des droits de l'homme commises par les dirigeants qui se sont succédés, dans leur ruée vers le pouvoir et leur lutte pour le conserver; chaque changement de dictateur s'est accompagné d'un regain de violence cynique, auquel il faut ajouter les conséquences préjudiciables de l'ingérence des puissances étrangères dans les affaires intérieures du Tchad. Le dictateur actuel s'est engagé à défendre les droits de l'homme et les libertés

fondamentales, mais les événements récents - par exemple l'assassinat du Vice-Président de la Ligue tchadienne des droits de l'homme - démentent le sérieux de cet engagement.

43. Enfin, la stabilité dont l'Algérie a longtemps bénéficié et qui a renforcé son prestige en tant que porte-parole des pays du Sud, a été amoindrie parce que le parti au pouvoir n'a pas su introduire les réformes nécessaires, ouvrant ainsi des brèches dans l'édifice politique que les extrémistes religieux n'ont pas tardé à exploiter. L'Algérie paie cher l'absence de pluralisme politique qui aurait pu détourner les débordements en élargissant la participation aux affaires publiques et en servant de signal d'alarme quand la situation a commencé à échapper au contrôle des dirigeants. Pire encore, l'attitude de confrontation adoptée par le FLN risque fort d'avoir des effets contraires au but recherché car elle a fait des victimes, et par conséquent des héros, dans les rangs du FIS. Une réforme institutionnelle profonde, avec la garantie d'un respect des règles et de la continuité démocratiques, ainsi que du respect des droits de l'homme fondamentaux, offre de meilleures chances de retour à la normale. Pour regagner la confiance que les secteurs les plus pauvres de la population ont accordée aux démagogues de l'"Inquisition islamique", le Gouvernement algérien doit également agir rapidement en vue de créer des emplois, construire des logements et lutter contre la corruption en haut lieu.

44. M. KHOURI (Union des juristes arabes) indique que les représentants de 14 organisations non gouvernementales internationales et nationales, réunies à Genève, se sont penchés sur la question de la persistance et, souvent, de l'intensification des souffrances des civils, en particulier des nourrissons et des jeunes enfants, en Iraq. Cette situation très grave a été décrite dans des rapports récents d'un certain nombre d'institutions des Nations Unies et de plusieurs universités. Reconnaissant l'urgence des besoins de la population civile d'Iraq, reflétés par l'augmentation alarmante de la mortalité infantile - qu'une équipe de l'Université d'Harvard a estimé à 170 000 morts en un an -, qui est aggravée par les sévères pénuries de produits alimentaires et de médicaments essentiels et par l'écroulement de l'infrastructure civile, les signataires ont lancé un appel à la Commission des droits de l'homme au nom de leurs organisations ou en leur nom personnel, pour qu'elle prenne toutes les mesures possibles afin de faire cesser les violations des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et du droit humanitaire international causées par le maintien de l'embargo économique à l'encontre de l'Iraq. Ils ont demandé en outre l'application rigoureuse des exceptions à l'embargo imposé par l'ONU, qui garantirait la satisfaction des besoins humanitaires et civils.

45. M. MALUZA (Association mondiale de prospective sociale) dit qu'au mouvement visant à renverser l'oppression et la dictature qui traverse actuellement le continent africain répondent des violations massives des droits de l'homme de la part des dirigeants. Il n'est pas exagéré de dire que le vent de liberté qui souffle actuellement est comparable à celui qui emporta le colonialisme il y a plus de 30 ans.

46. Madagascar est l'un des exemples le plus frappants de la résistance du gouvernement aux changements démocratiques, dont le point culminant a été la répression sanglante du 10 août et du 23 octobre 1991. Des témoignages

indépendants concordants indiquent que les forces armées ont perquisitionné dans les hôpitaux et ont pourchassé les manifestants blessés de façon à faire disparaître les preuves du massacre. Les dossiers médicaux relatifs aux morts et aux blessés ont disparu. L'enquête menée par le gouvernement en vue de dégager les responsabilités n'a aucune chance d'aboutir, du fait des pressions exercées par le président Ratsiraka.

47. En dépit des dénégations officielles, de graves violations des droits de l'homme sont commises régulièrement au Burundi, où les tensions ethniques ont donné lieu à des massacres six fois depuis 1962. Les troubles les plus récents, en novembre et en décembre 1991, ont causé la mort de plus de 3 000 personnes et l'exil de 50 000 autres au Zaïre et au Rwanda. La Commission devrait lancer un appel au gouvernement pour qu'il engage des négociations, dans le cadre d'une table ronde, en vue du retour de tous les réfugiés, en associant tous les groupes ethniques au processus démocratique qui a été annoncé mais ne s'est toujours pas concrétisé.

48. Au Togo également, une tentative récente de coup d'Etat par des éléments armés à la solde du président Eyadema en vue de remettre en cause le processus engagé par la Conférence nationale souveraine a fait au moins 30 morts et 200 blessés en novembre 1991. Les bureaux de journaux indépendants ont été mis à sac et les sympathisants de l'opposition pourchassés. Si la communauté internationale ne se mobilise pas à temps, les élections prévues au Togo risquent d'être gravement compromises.

49. Au Zaïre, l'ouverture vers la démocratie annoncée par le président Mobutu en avril 1990 a été suivie, moins de trois semaines plus tard, par le massacre de plus de 100 étudiants à l'Université de Lubumbashi. Peu de temps après, d'autres massacres ont eu lieu à Kinshasa et à Mbuji-Mayi. Au cours de 1991, plusieurs personnes ont été enlevées ou assassinées par le commando "Hibou", entraîné par des mercenaires sud-africains recrutés par le Président. Le cas le plus flagrant d'attentat contre les étudiants, les journalistes et de défenseurs des droits de l'homme et de militants ces derniers mois a été l'assassinat, le 4 septembre 1991, de plusieurs militants au siège de leur parti ou à leur domicile. Plusieurs personnes ont été arrêtées en rapport avec les assassinats, toutes étroitement liées à la présidence. D'autres personnes ont été arbitrairement détenues et torturées dans le cachot privé du général Fanghi Kegbe, beau-frère du président Mobutu. Depuis l'entrée en fonction du nouveau Premier Ministre, Nguza Karl i Bond, le 29 novembre 1991, au moins une douzaine de personnes ont été abattues ou enlevées par la force. Des gardes civils ont attaqué un cortège funéraire avec des grenades lacrymogènes et ont investi le siège d'un des partis politiques. Toutes ces violations procèdent d'une stratégie délibérée de terrorisme d'Etat conçue par le gouvernement contre la population civile dans l'intention de mettre fin au processus de démocratisation et d'empêcher la tenue d'une conférence nationale souveraine. Le 16 février 1992, les troupes d'élite du Président ont ouvert le feu sans sommation sur des milliers de chrétiens qui manifestaient pacifiquement pour demander la relance de la Conférence, que le gouvernement avait suspendue le 19 janvier. Au moins 32 personnes ont été tuées. La radio et la télévision ont également été censurées et des journalistes belges ont été expulsés par deux fois. La liberté de mouvement est gravement restreinte.

50. Contrairement à ce que le représentant du Gouvernement zaïrois a déclaré la semaine dernière à la Commission, les violations des droits de l'homme ne sont pas un phénomène nouveau au Zaïre : elles font partie intégrante du régime. Il s'agit d'une technique de gouvernement, forgée avec l'appui d'un certain nombre de pays occidentaux qui ont mis à la disposition des forces de sécurité zaïroises du matériel et du savoir-faire. Les violations ne sont pas une question de carence de moyens financiers ou matériels; au contraire, les rapports du PNUD et de la Banque mondiale montrent que les dépenses de santé ne représentent que 0,8 % du PNB et que les dépenses consacrées à l'enseignement en représentent 0,4 %. Les dépenses militaires et celles qui sont consacrées à la sécurité sont 250 fois supérieures aux montants consacrés à la santé et à l'enseignement. Ce qu'il faut par conséquent ce ne sont pas des crédits extérieurs, des conseils ou des avertissements, mais une rééducation profonde de la conscience et de la raison du gouvernement. Au fil des nombreuses années de régime autoritaire, le Zaïre est devenu un vaste camp de concentration où le peuple est pris en otage par un seul homme et un clan politique qui ont juré de vendre très cher leurs têtes et de détruire le pays s'ils devaient être forcés de quitter le pouvoir.

51. Ailleurs en Afrique les droits de l'homme continuent d'être violés. Des journalistes ont été arrêtés récemment au Rwanda. Des opposants sont régulièrement arrêtés au Cameroun. Des défenseurs de la démocratie et de nombreux étudiants ont récemment été emprisonnés en Côte d'Ivoire. Dernièrement, l'assassinat de Joseph Behidi, vice-président de la Ligue tchadienne des droits de l'homme, a révélé dans toute son ampleur la menace qui pèse sur le processus démocratique au Tchad, pays où une personne sur deux détient une arme. Face à toutes ces violations, la Commission doit réagir en protégeant les peuples d'Afrique et non pas leurs dirigeants. Les véritables causes des violations des droits de l'homme sont l'impunité et le soutien logistique et militaire apporté aux régimes en place par les alliés occidentaux. L'Association mondiale de prospective sociale demande à la Commission d'envoyer une mission d'enquête dans les pays où des massacres ont été perpétrés, et des équipes de spécialistes pour surveiller les élections dans ces pays.

52. Mme TIPAZ (Consejo indio de Sud América), prenant la parole au nom des Sectores Surgidos por la Represión y la Impunidad, qui rassemble plusieurs organisations de veuves, de personnes déplacées, de réfugiés, de "communautés de populations résistantes" (comunidades de población en resistencia), de communautés ethniques et de familles de personnes disparues au Guatemala, dit que les politiques de génocide et de répression sont institutionnalisées au Guatemala. Pendant la campagne présidentielle de 1991, Jorge Serrano Elias s'est présenté comme le porte-drapeau de la paix, des droits de l'homme et de la réconciliation. Or, dans les mois qui ont suivi son accession à la présidence, les militaires et les forces de sécurité se sont livrées à des persécutions généralisées des organisations autochtones, des mouvements populaires et syndicaux et des représentants de l'Eglise et de la presse. En 1991, cinq membres du Conseil des communautés ethniques Runujel Junam ont été assassinés, et les communautés résistantes dans la Sierra et l'Ixcán, dont le statut de population civile autochtone et non combattante a été reconnu par l'expert indépendant de la Commission, M. Tomuschat, ont été la cible d'attaques militaires systématiques de la part du gouvernement. Le siège

de l'Association des étudiants de l'Université (AEU) a été dynamité par un groupe paramilitaire opérant sous le couvert des forces de sécurité de l'Etat; le 15 janvier, Eliseo López Alcón, des "communautés de populations résistantes" de la Sierra, a été capturé par l'armée et torturé, avant d'être remis au Procureur aux droits de l'homme, qui n'a rien fait pour condamner l'incident.

53. Les Sectores Surgidos por la Represión y la Impunidad se félicitent du dialogue et des négociations engagés entre le gouvernement et la Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca (URNG). Néanmoins, le processus est menacé par la persistance des violations des droits de l'homme, la répression systématique et l'impunité assurée aux responsables. Il ne peut y avoir de paix véritable, de primauté du droit ou de société démocratique sans une participation authentique de la société civile à la prise de décisions. Ces objectifs ne peuvent être atteints au Guatemala sans l'appui de la communauté internationale. Il faut se féliciter du rôle joué par M. Tomuschat en sa qualité d'expert indépendant et regretter que ses bons offices et le grand travail qu'il a accompli n'aient pas abouti à un changement radical d'attitude de la part de l'Etat et des forces de sécurité. De toute évidence, l'action d'un expert indépendant ne saurait être une mesure en rapport avec la gravité de la situation au Guatemala. Mme Tipaz lance par conséquent un appel à la Commission des droits de l'homme pour qu'elle désigne un rapporteur spécial pour le Guatemala, en vue d'apporter une contribution décisive à l'amélioration de la situation dans ce pays.

54. Mme de VLAMING (Entraide universitaire mondiale) dit que l'Entraide universitaire mondiale continue d'être préoccupée par la situation des droits de l'homme au Guatemala, qui a empiré en 1991, année où de nombreux étudiants et membres de la communauté universitaire ont été victimes de disparitions, d'actes de torture et d'exécutions extrajudiciaires. Tout récemment, les bureaux de l'Association des étudiants de l'Université (AEU) situés sur le campus de l'Université de San Carlos, ont été la cible d'un attentat à la bombe, apparemment pour la seule raison que l'Association avait organisé des séminaires sur les moyens de parvenir à un règlement pacifique au Guatemala et avait participé à la mise en place de cours sur les droits de l'homme à l'Université. L'Entraide universitaire mondiale est également préoccupée par l'assassinat, il y a deux semaines, de Manuel Estuardo Pena, professeur d'histoire et directeur de l'Association des enseignants guatémaltèques à l'Université de San Carlos. D'après sa veuve, M. Pena a été tué par des armes que seuls les militaires utilisent. Avant d'être assassiné, il participait à un projet de recherche sur les conditions de vie des pauvres des zones urbaines. Moins de 24 heures après sa mort, le corps de Luis Solares, étudiant en médecine à l'Université, a été retrouvé dans les faubourgs de San Carlos : de toute évidence, il avait été torturé avant d'être abattu. Il est incontestable que la violence contre les milieux universitaires au Guatemala s'est intensifiée au cours des deux derniers mois et la situation mérite que la Commission l'examine au titre du point 12 de son ordre du jour.

55. Le tableau n'est pas moins sombre en Colombie où enseignants et étudiants ont été particulièrement visés en 1991. D'après la Fédération colombienne des enseignants, 55 professeurs et environ 70 étudiants de différentes régions du

pays ont été victimes d'assassinats politiques cette seule année; dans les six premières semaines de 1992, cinq professeurs ont été tués et un autre a disparu, tandis que 1 800 enseignants ont été menacés de subir le même sort.

56. Organisation attachée à défendre le droit à l'éducation, les droits de ceux qui reçoivent un enseignement et de ceux qui travaillent dans le secteur de l'éducation, l'Entraide universitaire mondiale se préoccupe à juste titre de la situation au Tibet où, depuis 1989, des élèves de moins de 14 ans sont incarcérés dans des prisons pour adultes ou sont punis d'une "réforme par l'éducation", pour avoir constitué une organisation contre-révolutionnaire et distribué des tracts demandant l'indépendance du Tibet. Les condamnations représentent une violation flagrante du droit à la liberté d'expression et la détention d'enfants dans des prisons pour adultes est une infraction non seulement aux règles internationales mais également à la législation chinoise.

57. La situation des droits de l'homme à Sri Lanka est grave : plus de 10 000 personnes se trouvent toujours en détention arbitraire, où la pratique de la torture est systématique, et plus de 60 000 autres auraient disparu au cours des 40 derniers mois. Certes, les groupes d'opposition ont assurément fait usage de violence, mais le gouvernement n'a pas pris les mesures voulues en ce qui concerne les accusations de violations massives commises dans le pays et a délibérément empêché toute initiative tendant à enquêter sur ces violations. Il a même accordé l'immunité aux membres des forces de sécurité. Il est évident également que le gouvernement a lancé une campagne contre les organisations non gouvernementales.

58. Des informations inquiétantes faisant état de violations des droits de l'homme au Bhoutan, en particulier dans le sud où la population est victime de persécutions graves, ont été reçues ces dernières années. L'Entraide universitaire mondiale croit savoir que presque tous les établissements d'enseignement ont été fermés et que des écoles servent de casernes militaires. Des arrestations massives d'étudiants et des détentions arbitraires et des cas de torture d'enseignants et d'étudiants participant au mouvement de défense des droits de l'homme ont été rapportées. Certains auraient été tués ou auraient disparu et les informations faisant état de viols commis par des membres de l'armée sont nombreuses. Les étudiants se seraient exilés par milliers au Népal et en Inde.

59. L'Entraide universitaire mondiale se félicite des accords signés par le Gouvernement salvadorien et le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), le 16 janvier 1992. S'ils sont pleinement respectés, ces accords entraîneront des transformations importantes dans la société salvadorienne, en amoindrissant le pouvoir des forces armées et en renforçant les structures civiles. Malheureusement, la situation des droits de l'homme ne s'est pas améliorée, et il ressort du rapport sur la coopération avec les représentants d'organes des Nations Unies chargés des droits de l'homme (E/CN.4/1992/29) que des menaces de mort auraient été adressées à des personnes jugées susceptibles de coopérer ultérieurement avec la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL) ou d'avoir des contacts avec elle. De telles menaces compromettent gravement l'efficacité de la mission des Nations Unies. D'une façon générale, le rapport montre que la torture et les disparitions

forcées ou involontaires sont généralisées en El Salvador. Il est impératif que la Commission renouvelle le mandat du Représentant spécial sur la situation en El Salvador, tant que les accords de paix n'auront pas été pleinement mis en oeuvre et que la situation des droits de l'homme ne se sera pas améliorée.

60. Mme SPASIC (Yougoslavie), exerçant son droit de réponse, se réfère à la déclaration de la représentante du Mouvement mondial des mères portant sur la question des violations des droits de l'homme commises pendant les événements tragiques de Yougoslavie. Chacun connaît les efforts déployés par le gouvernement pour mettre fin à la crise par des moyens politiques le plus tôt possible, et il est par conséquent fâcheux que la représentante de l'organisation en question ait choisi de présenter à la Commission une interprétation partielle des faits.

61. Le problème des personnes déplacées est important dans l'ensemble de la Yougoslavie, et la République de Croatie n'est certainement pas épargnée. Les données officielles relatives au nombre, à la nationalité et à la structure d'âge des personnes déplacées, leurs besoins et leurs problèmes et l'aide qu'ils ont reçue à ce jour sont indiqués dans le document E/CN.4/1992/73. Ce document montre clairement que le chiffre global de 750 000 personnes déplacées, cité par la représentante du Mouvement mondial des mères, se rapporte au nombre total des personnes disparues dans l'ensemble du territoire de la Yougoslavie, et non pas dans la seule République de Croatie.

62. Pour ce qui est du massacre des civils et de la destruction des monuments culturels et historiques en Croatie, au début de 1992, le Gouvernement yougoslave a adressé au Secrétaire général un mémoire sur le crime de génocide commis en Croatie et sur les actes de vandalisme perpétrés au Mémorial de Jasenovac, l'un des plus grands monuments à la mémoire des victimes du fascisme en Europe. Le mémoire, qui figure dans le document E/CN.4/1992/71, rend compte avec précision des agissements des autorités croates et de leurs forces armées paramilitaires et illégales en 1991 et au début de 1992; en vertu de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, de telles activités peuvent être considérées comme équivalant au crime de génocide. Outre les graves atteintes à leur intégrité physique et psychologique, les Serbes de Croatie ont dû subir la destruction de leur patrimoine culturel et spirituel. Il est évident aussi que le Gouvernement croate et ses autorités militaires n'ont pas respecté l'inviolabilité d'édifices utilisés à des fins civiles, tels que les hôpitaux, les jardins d'enfants, les écoles et les églises, les convertissant en quartiers généraux militaires ou les utilisant à d'autres fins militaires, et exposent ainsi délibérément des civils à des souffrances inutiles, en violation des Conventions de Genève et de leurs protocoles additionnels.

63. Enfin, un dialogue a été instauré en vue de résoudre un problème grave, celui qui consiste à retrouver la trace des prisonniers de guerre et des personnes qui ont disparu, et il faut espérer qu'une solution sera trouvée le plus tôt possible.

64. M. ALFONSO MARTINEZ (Cuba), exerçant son droit de réponse, souhaite tout d'abord répondre à la déclaration du représentant de l'Union internationale des jeunes démocrates chrétiens, qui a appelé l'attention sur les exécutions récentes à Cuba. Il faut faire remarquer que, dans l'un des trois cas cités, le condamné à mort avait avoué s'être infiltré dans le pays, en provenance des Etats-Unis, dans l'intention de se livrer à des actes de terrorisme contre la population civile. Les deux autres ont été condamnés pour avoir assassiné quatre soldats cubains de sang froid, ce que ladite "presse libre" d'Europe a omis de préciser. M. Alfonso Martinez se demande pourquoi le représentant de l'Union internationale des jeunes démocrates chrétiens ne juge pas nécessaire d'appliquer le principe de la charité chrétienne aux victimes de telles atrocités et à leurs familles.

65. Le représentant de la Tchécoslovaquie a fait part de la préoccupation de son gouvernement face à la situation des droits de l'homme à Cuba, alors que, dans son pays, la situation laisse assurément à désirer. Les indicateurs récents des résultats économiques en Tchécoslovaquie montrent nettement que le gouvernement néglige un secteur important des droits de l'homme, les droits économiques et sociaux, comme le droit au travail et le droit à un niveau de vie suffisant. Peut-être le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque est-il disposé, comme Cuba l'a fait en 1988, à inviter une mission internationale à enquêter sur la situation dans son propre pays.

66. M. SALMAN (Iraq), exerçant son droit de réponse, rappelle que la représentante de France-Libertés, s'est déclarée préoccupée du sort de la population kurde en Iraq et a affirmé que leurs villes et leurs villages étaient un champ de ruines. Elle ne devrait pas oublier que les épreuves que subit l'ensemble du peuple iraquien, et non pas seulement les Kurdes, sont la conséquence directe du blocus imposé par la coalition alliée en application des résolutions du Conseil de sécurité.

67. La délégation iraquienne a répondu maintes fois aux questions relatives à la destruction des villes et des villages. Le fait est que le gouvernement a établi une zone de sécurité dans les zones frontalières entre l'Iran et l'Iraq et que les habitants de ces zones ont déjà été réinstallés non loin de leur lieu de résidence initial. Enfin, la représentante de France-Libertés peut avoir l'assurance que la population kurde de la région de Kirkuk n'est exposée à aucune menace, pas plus du reste que les Turkmènes ou tout autre groupe ethnique minoritaire en Iraq.

68. M. ADJABI (Algérie), exerçant son droit de réponse, dit que la délégation algérienne répondra à une autre séance aux questions soulevées par le représentant de l'Association américaine de juristes et par celui du Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races et les peuples.

La séance est levée à 20 h 40.